

Baromètre des Territoires 2021

ELABE

INSTITUT
MONTAIGNE



[CLIQUEZ ICI POUR TELECHARGER LE BAROMÈTRE DES TERRITOIRES 2021](#)

Paris, le 16 novembre 2021 - Elabe et l'Institut Montaigne avec la SNCF, en partenariat avec *France Info* et de nombreux titres de presse quotidienne régionale, publient la deuxième édition du Baromètre des Territoires *Une France convalescente, une France du « proche »*. Trois ans après le début du mouvement des « Gilets Jaunes », 18 mois après le début de la crise du Covid-19 et alors que s'ouvre la campagne présidentielle, cette grande enquête menée auprès de plus de 10.000 personnes, dresse un état des lieux chiffré des dynamiques et des fractures territoriales, à travers les filtres des mobilités sociale, économique et géographique.

Publié dans sa deuxième édition, après la première en 2019, le Baromètre des Territoires 2021 propose :

- un portrait de la France au quotidien à travers les résultats nationaux de l'enquête ;
- une typologie de quatre grands portraits de Français qui coexistent dans notre espace national et leurs évolutions depuis le dernier Baromètre ;
- un découpage par région qui met en avant les spécificités de chacune d'elles.

Comment vont les Français depuis la première édition du Baromètre des Territoires en 2019 ? Comment (re)vivent-ils ensemble ? À quoi aspirent-ils ? Parmi les principaux enseignements à retenir :

- **les Français évaluent positivement leur vie personnelle :**
 - 78 % (+ 5 par rapport à 2018) des Français se disent heureux dont 38 % très heureux (+ 5 par rapport à 2018) ;
 - 70 % (+ 3 par rapport à 2018) font le récit d'un équilibre trouvé entre temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle ;
 - 57 % (+ 10 points par rapport à 2018) des Français sont optimistes pour leur avenir personnel.
- **Dans la plupart des régions, cette vision positive s'étend aussi au territoire local :**
 - 66 % (= 2018) trouvent qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune ;
 - 66 % (+ 7 par rapport à 2018) estiment que l'endroit où ils vivent va plutôt bien.
- **Dès que l'on s'éloigne de la sphère personnelle et locale, le pessimisme se fait sentir, même si la situation semble s'améliorer légèrement depuis 2019 :**
 - 68 % (- 10 par rapport à 2018) jugent la société actuelle injuste (dont 28 % très injuste) ;
 - 54 % (- 9 par rapport à 2018) sont convaincus qu'en France la réussite sociale est jouée d'avance et dépend beaucoup des origines des gens ;

- 60 % en 2021 (-10 points par rapport à 2019) sont pessimistes sur l'avenir de la société française (dont 26 % très pessimistes).
- **Si les Français trouvent que la France va - un peu - mieux, la question du pouvoir d'achat reste pour eux un enjeu majeur. Et les fractures demeurent :**
 - Seul un tiers des Français estime que ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les divise. Environ 7 Français sur 10 ont le sentiment qu'il n'est plus possible de débattre sereinement, et même de débattre tout simplement.
 - Si l'étude pointe un recul sensible du sentiment de déclin économique qui s'exprimait dans la plupart des territoires en décembre 2018 (c'est sur la difficulté de retrouver un emploi que l'évolution est la plus nette : si 41 % en font encore le constat, c'est 13 points de moins qu'en 2018), les zones rurales et les petites agglomérations sont en revanche nettement plus fragiles sur le plan économique (seuls 18 % des habitants des zones rurales estiment qu'il y a de plus en plus d'entreprises qui se créent (contre 31 % dans les grandes agglomérations) et 18 % que les commerces qui ferment sont repris et rouvrent rapidement (contre 39 % dans l'agglomération parisienne et 30 % dans les autres grandes agglomérations).
 - Le développement du télétravail pourrait être le terreau de nouvelles inégalités sociales et territoriales. Il a ainsi coupé la France en deux : si 4 actifs sur 10 ont un métier « télétravaillable », 76 % des cadres sont concernés, pour 41 % des professions intermédiaires, 37 % des employés et seulement 9 % des ouvriers, et d'un point de vue géographique, si 53 % des habitants de l'agglomération parisienne et 42 % de ceux des autres agglomérations de plus de 100.000 habitants ont fait du télétravail pendant la crise sanitaire, seuls 30 % y ont eu accès dans les agglomérations moyennes et zones rurales.

Risque de désunion de la société, attente forte d'un chemin pour faire face à la menace du dérèglement climatique dont chacun partage le diagnostic, persistance des fractures territoriales entre régions mais surtout entre espaces métropolitains et territoires épars : cette nouvelle édition pointe un certain nombre de défis que les pouvoirs publics devront relever.

Bernard Sananes, président d'Elabe : *“Le Baromètre des Territoires existe depuis 2019 pour comprendre et décrypter les opinions de nos concitoyens en partant de ce qui fait leur quotidien et au plus près de l'endroit où ils vivent. En novembre 2021, après deux crises aussi majeures qu'inédites, la seconde édition du Baromètre des Territoires révèle des Français qui se recentrent sur leur “proche intime”, leur territoire et qui, malgré leur regard contrasté sur la France d'aujourd'hui, s'accordent sur l'envie d'une société du respect, qui permet à chacun de « bien vivre »”.*

Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne : *“Si le sentiment d'injustice a légèrement baissé depuis l'édition 2019 du Baromètre des Territoires (-11 points), il reste nettement majoritaire (67 %) et partagé dans toutes les catégories de population. De plus, nos concitoyens y ajoutent le portrait d'une France qui peine à s'entendre et à se parler. A quelques mois de l'élection présidentielle, nous souhaitons apporter des éléments objectifs sur ces fractures qui demeurent et à la résorption desquelles les pouvoirs publics doivent s'atteler au plus vite ”.*

Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de SNCF : *“Le Baromètre des Territoires 2021 révèle que la majorité des Français croit au pouvoir d'un trio entre les entreprises, l'exécutif local et l'exécutif national pour changer leur vie et l'avenir de la France. Nous devons tous nous mobiliser pour ne pas décevoir cette attente, ni l'envie d'un destin commun exprimée par nos concitoyens et qui ressort de cette étude”.*

Une méthodologie rigoureuse

Interrogation

Échantillon de 10.054 personnes, divisé en 12 sous-échantillons régionaux de 800 individus (1.200 en Ile-de-France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée par région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par Internet entre le 10 septembre et le 7 octobre 2021.

Questionnaire

L'enquête est composée de 5 parties : « regard sur sa vie quotidienne, sa qualité de vie, ses aspirations individuelles », « Lien social », « Vivre ensemble », « Regard sur son territoire » et « Vision de la société ». Au total, le questionnaire comprend une centaine de questions.

Marges d'erreur

La taille d'échantillon de 10.000 individus permet d'obtenir des marges d'erreur très faibles, comprises entre 0,3 et 1 point de pourcentage.

Après la crise sanitaire, les Français redéfinissent leurs essentiels et sacralisent leur « premier cercle » social et géographique

Les Français semblent aspirer à tourner la page du coronavirus (67 % en octobre pensaient que l'on en parlait trop), et se recentrent sur leur intimité familiale et personnelle. Parmi les « essentiels » cités pour définir une vie réussie, ils évoquent le fait d'être en bonne santé (8,6 sur 10), le fait de se sentir bien dans son corps (8,1) et d'avoir des relations régulières avec sa famille (7,9) ...

Loin des envies de tour du monde, ils aspirent également à être bien chez eux : 2 Français sur 3 décrivent leur lieu de vie comme un endroit qui va bien, dans lequel il fait bon vivre. **8 % ont déménagé suite à la pandémie et 19 % ont envie de franchir le pas...** Ce désir s'accompagne d'un mouvement consensuel pour une souveraineté permettant de produire tout ce dont on a besoin en France ou en Europe.

A rebours du pessimisme national, près de 8 Français sur 10 se disent heureux, et le sentiment de déclin économique est en baisse. Cependant des motifs d'insatisfaction et d'inquiétude demeurent, sur la qualité du lien social, l'insécurité, l'accès aux services publics et aux lieux de culture et de loisirs. Ils sont le plus souvent marqués en fonction des types d'agglomération, les habitants des zones rurales et les petites agglomérations décrivant des zones sous-dotées.

Une France qui va - un peu - mieux mais une France qui ne va pas bien

Le pouvoir d'achat est la 2^{ème} préoccupation personnelle des Français. 36 % d'entre eux se restreignent pour boucler leurs fins de mois et 39 %, sans se restreindre, ne peuvent mettre d'argent de côté ... En octobre, au moment où l'enquête était réalisée, soit avant le plein impact de la hausse des prix de l'énergie, le Baromètre montrait une relative décrispation de la société française sur cette question qui reste pourtant majeure. La perception d'une situation économique moins négative apparaît également au travers des chiffres : Si 4 personnes sur 10 font encore le constat de la difficulté de trouver un emploi là où ils vivent, c'est 13 points de moins qu'en 2018.

Ces inégalités entraînent de grandes différences dans le sentiment de bien-être : 87 % des individus qui n'ont pas à se restreindre se déclarent heureux et 69 % d'entre eux ont le sentiment d'avoir choisi leur vie, contre respectivement 65 % et 43 % parmi ceux qui doivent se restreindre ...

L'étude fait cependant apparaître que le contrat social qui reste fragile ne s'est pas fissuré davantage pendant la crise COVID. Si 54 % estiment que la réussite sociale est jouée d'avance, ce chiffre est en recul de 9 points. Le sentiment de vivre dans une société injuste s'il reste nettement dominant (68 %) est en recul de 10 points par rapport au pic de colère de la crise des « gilets jaunes ».

Autre risque d'inégalité qui émerge fortement : le rapport au télétravail. 76 % des cadres ont un métier télétravaillable contre seulement 37 % des employés. C'est le cas de 53 % des habitants de l'agglomération parisienne contre 30 % dans les agglomérations moyennes et rurales ...

Pour sa deuxième édition, le Baromètre des Territoires confirme enfin un point essentiel : sur la plupart des questions de trajectoires de vie, les fractures sociales sont plus structurantes sur les fractures territoriales. Si le territoire ajoute parfois aux difficultés, c'est bien la variable de la fin de mois, sereine ou pas qui détermine sa capacité à évaluer et projeter, positivement ou pas, sa vie personnelle et sociale.

Une France désunie qui aspire au respect

Seuls 34% des Français estiment que ce qui rassemble est plus fort que ce qui les divise. 7 Français sur 10 estiment qu'il n'est plus possible de débattre sereinement et même de débattre tout simplement. La crise sanitaire, la question vaccinale sont des sujets de clivages forts et des motifs d'indignation apparaissent : le harcèlement de rue, la conduite alcoolisée...

Les Français aspirent à une société du respect : avec une note de 8,8 sur 10 en moyenne c'est la valeur la plus appréciée par les Français devant l'honnêteté (8,6), la justice (8,5), et la sécurité (8,5) ...

La question de l'environnement est perçue comme fondamentale : 6 Français sur 10 jugent le modèle économique actuel incompatible avec les enjeux soulevés par le défi écologique et les trois quarts considèrent que nous sommes dans l'obligation de changer nos modes de vie. Pour changer la société, les Français font d'abord confiance aux entreprises (63 %), devant l'exécutif local (maires 58 %, présidents de région 52 %) et l'exécutif national (président de la République 55 %).

Une typologie en 4 catégories

Deux grandes dimensions structurent les opinions, les parcours de vie, et la vie quotidienne des Français : la situation financière et le rapport à son territoire. Articulées, ces 2 dimensions permettent de dégager 4 catégories dans la population :

- ✓ Les « Enracinés » (31 %) qui mènent une vie qui leur convient, et qui envisagent l'avenir avec une relative sérénité, attachées à leur territoire et à leur « bon-vivre ». En cohérence avec cette recherche du « premier cercle », c'est la catégorie qui progresse le plus entre 2018 et 2021 : +9 points.
- ✓ Les « Affranchis » (20 % de la population) dotés d'un capital économique et culturel élevé qui se considèrent comme maîtres de leur destin et menant une vie agréable.
- ✓ Les « Assignés » (24 %), asphyxiés par les difficultés du quotidien, qui vivent dans des territoires souffrant d'un manque de dynamisme et de lien social, pessimistes sur la société française.

- ✓ Les « Sur le Fil » (25 %) qui ont une vie parsemée d'embûches et peinent à s'affranchir de leur situation sociale et des inégalités territoriales, mais dont la situation n'est pas figée.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur les sites d'Elabe, de l'Institut Montaigne et de SNCF

Contacts presse :

Institut Montaigne : 06 46 09 43 62 - ebossuat@institutmontaigne.org

Elabe : 06 20 84 51 31 - contact@elabe.fr

SNCF : 01 85 07 89 89 - servicedepresse@sncf.fr

À propos d'Elabe

Elabe est un cabinet d'étude et de conseil en stratégie de communication. Elabe propose une approche singulière du conseil qui confronte la créativité des intuitions à l'objectivité des données : le conseil objectif. Elabe fait travailler ensemble trois métiers – les études, le planning stratégique, le conseil – pour les mettre au service de la stratégie et des décisions de ses clients.

À propos de l'Institut Montaigne

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.

À propos de SNCF

SNCF est l'un des premiers groupes mondiaux de transport de voyageurs et de logistique de marchandises avec en son sein la gestion du réseau ferroviaire français, réalisant 35 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an (chiffre avant crise sanitaire) dont un tiers à l'international. Présent dans 120 pays, le Groupe emploie 272 000 collaborateurs, dont 210 000 en France et plus de la moitié au service de son cœur de métier ferroviaire. Le nouveau Groupe public, né au 1er janvier 2020, est piloté par la société mère SNCF, qui détient cinq sociétés : SNCF Réseau (gestion, exploitation et maintenance du réseau ferroviaire français, ingénierie ferroviaire) et sa filiale SNCF Gares & Connexions (conception, exploitation et commercialisation des gares), SNCF Voyageurs (Transilien, TER et Intercités, TGV InOUI, OUIGO, Eurostar, Thalys, Alleo, Lyria et la distribution avec OUI.sncf), Keolis (opérateur de transports publics urbains, périurbains et régionaux en France et dans le monde), Rail Logistics Europe (transport ferroviaire de marchandises) et Geodis (solutions logistiques et transport de marchandises). Aux côtés de ses clients (voyageurs, collectivités, chargeurs ainsi que des entreprises ferroviaires concernant SNCF Réseau) au cœur des territoires, le Groupe s'appuie sur ses expertises dans toutes les composantes du ferroviaire, et plus globalement dans l'ensemble des services de transport, pour répondre de manière simple, fluide et durable à tous leurs besoins de mobilité.